

# DES COMMUNISTES ESPAGNOLS critiquent la "coexistence pacifique" et se prononcent pour une nouvelle Internationale

« Nous, partis communistes nationaux, avons-nous su assumer les nouvelles exigences politiques du prolétariat, exigences issues de l'état actuel du développement de l'impérialisme? Le mouvement communiste international dirige-t-il réellement aujourd'hui la lutte libératrice de l'ensemble de l'humanité vers le communisme? »

Ces questions sont des extraits d'une déclaration politique publiée au mois de septembre 1967 dans... Mundo Obrero, un organe du Parti communiste espagnol. Ces lignes sont loin — oh combien! — de la prose de Santiago Carrillo, successeur de la « pasionaria », et défenseur de la « réconciliation nationale », d'une « nouvelle démocratie » et de la coexistence pacifique; les auteurs de cette déclaration ne sont évidemment pas Carrillo et sa camarilla, mais des militants ouvriers et étudiants d'une fraction du P.C.E.

Sur quels points essentiels s'opposent-ils à la ligne officielle du Parti? « Le capitalisme, aujourd'hui, est dans la phase supérieure de l'impérialisme: l'impérialisme d'un seul pays à travers une oligarchie internationale; l'agressivité de l'impérialisme étant accentuée (la revue est passée des nombreuses agressions en Amérique latine, en Afrique, en Europe, en Asie) les bases théoriques de la coexistence pacifique c'est l'abandon effectif de la lutte des classes » (abandon dénoncé tant sur le plan national qu'international, tant dans les pays capitalistes que « socialistes »; La politique nationaliste de Staline est mise en cause. La lutte importante aujourd'hui, c'est la lutte anti-impérialiste, et les communistes devront aider toutes les formes de cette lutte.

Suit une analyse des mouvements de libération nationale qui se conclut en considérant que les mouvements de libération

nationale participent à la lutte anti-impérialiste, mais l'intervention d'autres classes que la classe ouvrière les rendent insuffisants pour la victoire effective. Les tâches de la direction révolutionnaire du mouvement ouvrier international et des prolétariats avancés est de combler les déficiences, de consolider la lutte et de diriger.

Ici les auteurs de la déclaration se démarquent nettement des pratiques pro-chinoises en Indonésie par exemple.

A la question posée au début de l'article, ils répondent que les partis communistes n'ont pas assumé leurs tâches, ils ont renoncé à « être l'avant-garde politique dirigeante de la classe ouvrière ». Ces partis « s'écartent à animer les parlements bourgeois » ou bien, dans le cas de l'U.R.S.S., le parti a défendu la ligne du « socialisme dans un seul pays » comme la meilleure contribution à la révolution mondiale.

En outre, le rôle dirigeant de la classe ouvrière est réaffirmé à l'encontre de ceux qui confondent ou veulent confondre les partis communistes dégénérés et la classe ouvrière, et qui voudraient la remplacer par les masses paysannes.

Les communistes espagnols, auteurs de la déclaration, appellent les partis communistes et les autres partis qui se proposent la direction du prolétariat à discuter sur ces principes afin de construire une Internationale. « Aujourd'hui, il s'agit d'organiser des partis nouveaux, et une Internationale capable de diriger le prolétariat... »

La IV<sup>e</sup> Internationale ne peut que se féliciter de ces positions qui renouent avec l'internationalisme, prises par des communistes d'un pays où la révolution a été écrasée voilà trente ans.

María ECHEVERRÍA.

# La résistance populaire se renforce en Grèce

A la dépression de l'été a succédé en Grèce, depuis la fin septembre, une situation beaucoup plus tendue. Cette tension se manifeste par une activité nettement plus consistante et mieux organisée des mouvements clandestins d'opposition à la dictature, ce qui provoque, par contre-coup, une crise des relations entre la droite, le palais et la junte.

Les officiers putschistes n'ont en effet pas réussi à rallier la droite traditionnelle dont Canellopoulos et Hélène Vlachos se sont fait récemment les porte-parole. Leur base sociale est toujours aussi étroite, le seul ralliement spectaculaire qu'ils aient suscité parmi la bourgeoisie grecque étant celui des grands armateurs.

Réservée ou hostile à l'égard du régime du 21 avril, dès son origine, la bourgeoisie grecque a cru pendant des mois que les colonels incultes et primitifs auraient leur temps, qu'une fois leur œuvre « d'assainissement » achevée, ils céderaient bon gré mal gré la place à des gens capables et respectables, dans le cadre d'une « démocratie couronnée » où les partis de gauche resteraient interdits. Le calcul s'est révélé faux. Si le régime ne s'est pas consolidé, s'il n'a pu mettre sur pied ni institutions, ni organisations de « masse » simili-fascistes du type de celles dont Metaxas avait doté la Grèce de 1936 à 1940, ses promoteurs n'en sont pas moins décidés à persévérer, et ils en ont les moyens tant que les Américains les soutiennent.

Les cris d'alarme lancés par Canellopoulos, — « Ils sous-estiment le peuple grec et particulièrement la jeunesse s'ils s'imaginent qu'avec des arrestations et des condamnations ils peuvent les intimider » (le 5-10-67). — ou par l'ex-ministre papandréiste Vardinogiannis — faisant appel aux dirigeants américains: « Nous espérons que nos efforts communs porteront sous peu des fruits et qu'il sera ainsi possible d'éviter une situation explosive » (le 3-10-67) — la résistance à retardement du roi à entériner la mise à la retraite de plusieurs centaines de cadres de l'armée sont les signes d'une inquiétude grandissante: la junte, jour après jour, les compromet et les met dans une situation toujours plus difficile à redresser, où la seule solution qui puisse apparaître au peuple grec est l'insurrection armée.

La bataille qui se livre à Athènes pour le dosage à prédominance civile ou militaire, des ministères est sans doute aussi âpre qu'elle est secrète; elle manifeste la situation impossible où se trouvent aujourd'hui les représentants de la bourgeoisie. Après avoir créé une situation qui a permis le putsch, ils tentent vainement de reprendre le contrôle de l'Etat par un misérable grignotage du sommet. Pattakos n'a d'ailleurs pas pris de gants pour rappeler au vertueux Canellopoulos ses quatre vérités: « M. Ca-

nellopoulos est le principal responsable de l'intervention militaire du 21 avril », tandis que le journal d'extrême-droite *Estia*, le 30-9-67, rapportait les déclarations du leader de la droite, la nuit du putsch: « Vous nous avez simplement devancés, et ce que vous avez fait maintenant, nous l'aurions fait, nous, au moment opportun. »

Les limites de l'opposition bourgeoise à la junte apparaissent également dans l'affaire de Chypre. Elle ne peut, sur ce point, se démarquer des militaires, et elle serait entraînée, en cas de guerre avec la Turquie, dans le même désastre militaire et la même déroute politique qu'eux, alors qu'un climat d'union nationale ne pourrait que difficilement être réalisé.

C'est donc en exploitant les contradictions actuelles, mais sans escompter une miraculeuse évolution démocratique et libérale du régime, que le combat doit être mené. La répression s'abat, plus sélective mais toujours aussi violente et odieuse, sur les résistants, forces jeunes et militantes engagées dans le combat. Les organisations clandestines, bien que durement frappées, se ramifient à travers le pays, les révélations policières le prouvent. Les actes de résistance à la mesure de la répression se multiplient, comme en témoignent des procès toujours plus nombreux. Ainsi se créent, derrière la voile des déclarations de principe des politiciens bourgeois, et malgré les illusions sur la bourgeoisie démocratique et nationale propagées par les dirigeants du *Front patriotique*, les conditions politiques et organisationnelles de la lutte armée.

Thomas LEBRET.

# La répression franquiste frappe les Basques

Notre mouvement a été informé de la répression dont sont victimes les militants du mouvement nationaliste basque. Voici les faits, communiqués par le comité de solidarité à la Révolution kurde:

« M. X. Elosegui, militant du mouvement nationaliste révolutionnaire basque E.T.A. (Euzkadi Ta Askatasuna), correspondant du CSRR en Pays Basque, réfugié politique « espagnol » en France, a été expulsé récemment par les autorités colonialistes françaises de plusieurs départements, sans aucun motif, avec deux autres compatriotes: MM. José Etxabe et Sabín Uribe.

« Mlle Etchalar, du mouvement Enbata, vient de nouveau d'être arrêtée par la police franquiste. Il ne se passe pas de semaine sans que des nationalistes basques soient condamnés à de lourdes peines en Espagne: Franco ne pardonne pas au mouvement ETA d'être le seul mouvement politique en Espagne à pratiquer contre son régime la lutte armée (sabotages, attentats, attaques contre les postes de police, etc.). »

Nous sommes solidaires des nationalistes basques victimes de la répression de la police gauloise et de la police franquiste.

La IV<sup>e</sup> Internationale considère que le mouvement national basque est un élément révolutionnaire dans la lutte contre le nationalisme réactionnaire du franquisme. « Précisément pour disjoindre de leur bourgeoisie les ouvriers et les paysans qui sont opprimés dans leur sentiment national, l'avant-garde prolétarienne doit prendre, sur cette question du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, la position la plus hardie, la plus sincère. Les ouvriers défendront intégralement et sans réserves le droit des Catalans et des Basques à vivre en Etats indépendants, dans le cas où la majorité des nationaux se prononcerait pour une complète séparation. Ce qui ne veut nullement dire que l'élite ouvrière doit pousser les Catalans et les

Basques dans la voie du séparatisme. Bien au contraire: l'unité économique du pays, comportant une large autonomie des nationalités, offrirait aux ouvriers et aux paysans de grands avantages du point de vue de l'économie et de la culture générales. » (Trotsky).

La lutte des nationalistes basques contre l'oppression nationale peut compter sur notre ferme appui.

M. E.

# La Livre dévaluée

(Suite de la page 1)

au gouvernement de s'opposer trop brutalement aux demandes d'augmentation de salaires: il est plus probable qu'il va s'efforcer de les réduire autant que possible.

En tout cas, il faut s'attendre au développement de luttes ouvrières en Angleterre sur le plan économique. De telles luttes ne peuvent manquer de poser de sérieux problèmes politiques. Car, dans l'état actuel du capitalisme britannique, sa « rénovation » exigerait de très nombreux sacrifices pour les travailleurs, au point de porter des atteintes graves au mouvement ouvrier britannique dans son ensemble. On constate déjà que la politique de Wilson a des effets démoralisateurs assez étendus dans le Labour Party. La solution réelle ne pourrait se trouver que dans une politique franchement anticapitaliste, une politique révolutionnaire qui bouleverserait de fond en comble toutes les structures économiques, étatiques, politiques, etc., de la Grande-Bretagne dans un sens socialiste.

Malheureusement, s'il ne manque pas dans ce pays de défenseurs en paroles du socialisme, les courants révolutionnaires sont minimes et les leaders de gauche du Labour Party en particulier

sont aussi profondément parlementaristes. Il faudra donc des expériences amères pour qu'un courant révolutionnaire se dégage et s'avère capable d'opposer, autour d'un programme socialiste, et face aux manipulations réformistes des dirigeants du Labour Party, un nouveau mouvement de masse.

Les déconvenues de la livre ne prendront probablement pas fin avec la dévaluation actuelle. D'autre part, la livre occupe une place importante dans le commerce mondial dont plus de 30 % se fait en sterling: sa dévaluation ne sera pas sans effet sur la stabilité du dollar. Celui-ci a des capacités de résistance que la livre n'avait et n'a pas. Mais de graves problèmes financiers vont se trouver posés avec plus d'acuité que jamais. Pendant des années, le capitalisme (en particulier le capitalisme américain) a réussi à éviter des crises économiques graves, à les réduire en récessions limitées par des moyens au fond inflationnistes qui minaient les monnaies. Sur ce plan, les échéances commencent à s'esquisser. Mais il s'agit là d'un problème différent de celui du sterling, que nous examinerons une autre fois.

P. F.

Vient de paraître le N° 32 de IV<sup>e</sup> Internationale organe théorique du C.E.I. de la IV<sup>e</sup> Internationale

Au sommaire:

ERNESTO « CHE » GUEVARA (1928-1967)

Editorial: En l'an 50 de la révolution socialiste mondiale.

Notes éditoriales: L'escalade impérialiste dans tout le Sud-Est asiatique. Où en est la « révolution culturelle »? La gauche du Labour Party à Scarborough.

LETTRE DE LA PAZ:

La lutte se poursuit en Bolivie. Joseph HANSEN: La conférence de l'OLAS.

Kailas CHANDRA: Le mouvement paysan de Naxalbari. Georges MOLTVED: Une nouvelle gauche socialiste en Scandinavie. Ernest MANDEL: La théorie de la valeur-travail et le capitalisme monopolistique.

Bernad TOLLER: La feuille de vigne de la bureaucratie (sur la théorie politique du S.E.D.).

Dante DANESI: Une polémique à propos d'une biographie d'Antonio Gramsci.

Pierre FRANK: Isaac Deutscher.

Documents. — Déclaration du Secrétariat Unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale: Pour le programme révolutionnaire d'Octobre - Nouvelle vague de répression au Mexique - Premier bilan du conflit au Moyen-Orient et perspectives.

UN MESSAGE DE HUGO BLANCO

Les livres. — Le dernier combat de Lénine, de Moshé Lewin - L'économie politique du rentier - La théorie du matérialisme historique, de Nicolas Boukharine - Rationalité et irrationalité en économie, de Maurice Godolier.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale - Argentine - Allemagne - France - Grande-Bretagne - Belgique.

Le n° de 80 pages: 4 F — C.C.F. Pierre FRANK 12.648-46, PARIS.